

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2019/40574]

## 7 FEVRIER 2019. — Décret portant diverses mesures relatives à l'Enseignement supérieur

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

**TITRE I<sup>er</sup>.** — *Dispositions relatives à l'Enseignement supérieur non universitaire*

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Modification de l'arrêté royal du 8 décembre 1967 pris en application de l'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat*

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 4 alinéa 1<sup>er</sup>, a) de l'arrêté royal du 8 décembre 1967 pris en application de l'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat tel que modifié, les termes « ou la cohabitation légale » sont insérés entre les termes « pour le mariage » et les termes « du membre du personnel ».

**Art. 2.** L'article 10bis du même arrêté royal est remplacé par ce qui suit : « Article 10bis. Jusqu'à la sixième semaine ou, en cas de naissance multiple, jusqu'à la huitième semaine qui précède la date présumée de l'accouchement, les jours d'absence directement liés à l'état de grossesse du membre du personnel ne sont pas pris en considération pour fixer le nombre de jours de congé pour cause de maladie ou d'infirmité dont bénéficie le membre du personnel lorsqu'un contrôle effectué par l'organisme chargé par le Gouvernement de contrôler les absences pour maladie ou infirmité confirme que ces absences sont liées à l'état de grossesse du membre du personnel.

A partir de la sixième semaine ou, en cas de naissance multiple, à partir de la huitième semaine qui précède la date présumée de l'accouchement, et jusqu'à la date à laquelle débute le congé de maternité, les jours d'absence pour cause de maladie ne sont pas pris en considération pour fixer le nombre de jours de congé pour cause de maladie ou d'infirmité dont bénéficie le membre du personnel en vertu du présent arrêté.

Les périodes d'absence visées au présent article sont rémunérées et assimilées à de l'activité de service. ».

**Art. 3.** Les mots « à l'exception des 10 premiers jours d'absence liés à la fausse-couche » sont ajoutés après le mot « gestation ».

CHAPITRE II. — *Modification de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements*

**Art. 4.** A l'article 10 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements, les modifications suivantes sont apportées:

1° A l'alinéa 1<sup>er</sup>, le 20. est remplacé par ce qui suit :

« 20. chef de travaux :

a) dans un établissement d'enseignement artistique : un diplôme de master complété de quatre années d'expérience utile, complété par quatre années d'expérience utile,

b) dans un établissement d'enseignement technique : le diplôme d'ingénieur technicien, complété par quatre années d'expérience utile. »

2° A l'alinéa 1<sup>er</sup>, il est inséré un 22. rédigé comme suit :

« 22. directeur médical : le diplôme de docteur en médecine, chirurgie et accouchements. » ;

3° Il est inséré un alinéa rédigé comme suit entre les alinéas 1 et 2 :

Dans l'enseignement supérieur de type court de promotion sociale, la notoriété professionnelle ou scientifique acquise conformément à la procédure prévue à l'article 4, paragraphe 3 du décret du 8 février 1999 relatif aux fonctions et titres des membres du personnel enseignant des hautes écoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, tient lieu, à titre personnel, des titres exigés à l'alinéa 1<sup>er</sup>. ».

CHAPITRE III. — *Modification de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements*

**Art. 5.** A l'article 5 alinéa 1<sup>er</sup>, a) de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements tel que modifié, les termes « ou la cohabitation légale » sont insérés entre les termes « pour le mariage » et les termes « du membre du personnel ».

CHAPITRE IV. — *Modification de l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection*

**Art. 6.** A l'article 4 alinéa 1<sup>er</sup>, a) de l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection tel que modifié, les termes « ou la cohabitation légale » sont insérés entre les termes « pour le mariage » et les termes « du membre du personnel ».

CHAPITRE V. — *Modification du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles*

**Art. 7.** L'article 90, alinéa 3 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles est remplacé par ce qui suit :

« Les subsides sociaux visés à l'article 89 peuvent servir à la mise en œuvre du décret du 30 janvier 2014 relatif à l'Enseignement supérieur inclusif pour les étudiants en situation de handicap dans les limites fixées à l'article 31 de ce même décret ».

CHAPITRE VI. — *Modification du décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française*

**Art. 8.** A l'article 12 du décret du 25 juillet 1996 relatif aux charges et emplois des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1<sup>er</sup>, le 11° est abrogé ;

2° le § 4 est abrogé.

CHAPITRE VII. — *Disposition modifiant le décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française*

**Art. 9.** Dans l'article 34, alinéa 2 du décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, les mots « visée à l'article 38 » sont remplacés par les mots « reprise dans le classement visé à l'article 38, § 2 ».

**Art. 10.** A l'article 38 du même décret les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « aux articles 34, 35, alinéa 1<sup>er</sup>, 36 et 37, est calculée de la manière suivante: » sont remplacés par les mots « aux articles 34, 35, § 1<sup>er</sup>, 36 et 37 est calculée sur la totalité des services rendus, dans une fonction visée à l'article 5 du décret du 25 juillet 1996 et quel que soit le cours à conférer, de la manière suivante : »

2° l'article 38, dont le texte actuel formera le paragraphe 1<sup>er</sup>, est complété par un paragraphe 2 rédigé comme suit :

« § 2. Chaque année, au 15 janvier, le classement des membres du personnel est affiché aux valves par les autorités académiques de la Haute Ecole et transmis par celles-ci aux organes de concertation locale. Ce classement est établi sur base de l'ancienneté de service acquise au dernier jour de l'année civile inclus et calculée conformément au § 1<sup>er</sup> ou, s'il échet, conformément à l'art. 38 bis.

Le membre du personnel dispose d'un délai de cinq jours ouvrables à compter de la publication du classement pour introduire un recours contre celui-ci par lettre recommandée auprès des autorités académiques de la Haute Ecole. Ces dernières notifient leur décision dans les trois jours ouvrables suivant l'introduction du recours. ».

**Art. 11.** A l'article 95 du même décret, le 14° est complété par les mots suivants : « Dans ce cas, le membre du personnel ne peut plus être désigné à nouveau ultérieurement dans la même haute école, pour la même fonction et les mêmes cours à conférer, tant qu'il ne remplit pas la condition de titre précitée. ».

**Art. 12.** A l'article 137, alinéa 2 du même décret, les mots « visée à l'article 141 » sont remplacés par les mots « reprise dans le classement visé à l'article 141, § 2 ».

**Art. 13.** A l'article 141 du même décret les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « aux articles 137, 138, alinéa 1<sup>er</sup>, 139 et 140 est calculée de la manière suivante : » sont remplacés par les mots « aux articles 137, 138, § 1<sup>er</sup>, 139 et 140 est calculée sur la totalité des services rendus, dans une fonction visée à l'article 5 du décret du 25 juillet 1996 et quel que soit le cours à conférer, de la manière suivante : »

2° dans l'article 141, dont le texte actuel formera le paragraphe 1<sup>er</sup>, est complété par un paragraphe 2 rédigé comme suit :

« § 2. Chaque année, au 15 janvier, le classement des membres du personnel est affiché aux valves par les autorités académiques de la haute école et transmis par celles-ci aux organes de concertation locale. Ce classement est établi sur base de l'ancienneté de service acquise au dernier jour de l'année civile inclus et calculée conformément au § 1<sup>er</sup> ou, s'il échet, conformément à l'article 141 bis.

Le membre du personnel dispose d'un délai de 5 jours ouvrables à compter de la publication du classement pour introduire un recours contre celui-ci par lettre recommandée auprès des autorités académiques de la haute école. Ces dernières notifient leur décision dans les trois jours ouvrables suivant l'introduction du recours. ».

**Art. 14.** A l'article 189 du même décret, tel que complété par le décret du 8 février 1999 et modifié par les décrets des 3 mars 2004 et 20 juin 2013, le 14° est complété par les mots suivants : « Dans ce cas, le membre du personnel ne peut plus être désigné à nouveau ultérieurement dans la même haute école, pour la même fonction et les mêmes cours à conférer, tant qu'il ne remplit pas la condition de titre précitée. ».

**Art. 15.** A l'article 219, alinéa 2 du même décret, les mots « visée à l'article 223 » sont remplacés par les mots « reprise dans le classement visé à l'article 223, § 2 ».

**Art. 16.** A l'article 223 du même décret les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « aux articles 219, 220, alinéa 1<sup>er</sup>, 221 et 222 est calculée de la manière suivante : » sont remplacés par les mots « aux articles 219, 220, § 1<sup>er</sup>, 221 et 222 est calculée sur la totalité des services rendus, dans une fonction visée à l'article 5 du décret du 25 juillet 1996 précité et quel que soit le cours à conférer, de la manière suivante : »

2° l'article 223, dont le texte actuel formera le paragraphe 1<sup>er</sup>, est complété par un paragraphe 2 rédigé comme suit :

« § 2. Chaque année, au 15 janvier, le classement des membres du personnel est affiché aux valves par les autorités académiques de la haute école et transmis par celles-ci aux organes de concertation locale. Ce classement est établi sur base de l'ancienneté de service acquise au dernier jour de l'année civile inclus et calculée conformément au § 1<sup>er</sup> ou, s'il échet, conformément à l'article 223 bis.

Le membre du personnel dispose d'un délai de 5 jours ouvrables à compter de la publication du classement pour introduire un recours contre celui-ci par lettre recommandée auprès des autorités académiques de la haute école. Ces dernières notifient leur décision dans les trois jours ouvrables suivant l'introduction du recours ».

**Art. 17.** A l'article 268 du même décret, tel que complété par le décret du 8 février 1999 et modifié par les décrets des 3 mars 2004 et 20 juin 2013, le 14° est complété par les mots suivants : « Dans ce cas, le membre du personnel ne peut plus être désigné à nouveau ultérieurement dans la même haute école, pour la même fonction et les mêmes cours à conférer, tant qu'il ne remplit pas la condition de titre précitée. ».

CHAPITRE VIII. — *Dispositions modifiant le décret du 5 juillet 2000 fixant le régime des congés et de disponibilité pour maladie ou infirmité de certains membres du personnel de l'enseignement*

**Art. 18.** A l'article 5, alinéa 2 du décret du 5 juillet 2000 fixant le régime des congés et de disponibilité pour maladie ou infirmité de certains membres du personnel de l'enseignement tel que modifié, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « directement liés à l'état de grossesse du membre du personnel » sont remplacés par les mots « pour cause de maladie » ;

2° les mots « lorsqu'un contrôle effectué par l'organisme visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> confirme que ces absences sont liées à l'état de grossesse du membre du personnel » sont abrogés.

**Art. 19.** Dans le même décret, il est inséré un article 5/1 rédigé comme suit : « Article 5/1. Sont également considérés comme étant une absence liée à la grossesse, les 10 jours qui suivent toute fausse-couche avant 180 jours de grossesse et dont l'enfant est mort-né.

Les périodes d'absence visées au présent article sont rémunérées et assimilées à de l'activité de service. »

CHAPITRE IX. — *Modifications du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants)*

**Art. 20.** L'article 59, alinéa 3 du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants) est remplacé par ce qui suit :

« Les subsides peuvent servir à la mise en œuvre du décret du 30 janvier 2014 relatif à l'Enseignement supérieur inclusif pour les étudiants en situation de handicap dans les limites fixées à l'article 31 de ce même décret ».

**Art. 21.** Dans l'article 128 du même décret les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, les mots « visée à l'article 163 » sont remplacés par les mots « reprise dans le classement visé à l'article 163, § 2 » ;

2° l'alinéa 3 est abrogé.

**Art. 22.** A l'article 163 du même décret les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « sur la totalité des services rendus, dans une fonction visée par le présent décret et quel que soit le cours à conférer, » sont insérés entre les mots « est calculée » et les mots « de la manière suivante : »

2° l'article 163 dont le texte actuel formera le paragraphe 1<sup>er</sup>, est complété par un paragraphe 2 rédigé comme suit :

« § 2. Chaque année, au 15 janvier, le classement des membres du personnel est affiché aux valves par les autorités académiques de l'Ecole supérieure des Arts et transmis par celles-ci aux organes de concertation locale. Ce classement est établi sur base de l'ancienneté de service acquise au dernier jour de l'année civile inclus et calculée conformément au § 1<sup>er</sup> ou, s'il échet, conformément à l'article 163 bis.

Le membre du personnel dispose d'un délai de cinq jours ouvrables à compter de la publication du classement pour introduire un recours contre celui-ci par lettre recommandée auprès des autorités académiques de l'Ecole supérieure des Arts. Ces dernières notifient leur décision dans les trois jours ouvrables suivant l'introduction du recours. ».

**Art. 23.** Dans l'article 255 du même décret les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, les mots « visée à l'article 278 » sont remplacés par les mots « reprise dans le classement visé à l'article 278, § 2 » ;

2° l'alinéa 3 est abrogé.

**Art. 24.** A l'article 278 du même décret les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « sur la totalité des services rendus, dans une fonction visée par le présent décret et quel que soit le cours à conférer, » sont insérés entre les mots « est calculée » et les mots « de la manière suivante : ».

2° l'article 278 dont le texte actuel formera le paragraphe 1<sup>er</sup>, est complété par un paragraphe 2 rédigé comme suit :

« § 2. Chaque année, au 15 janvier, le classement des membres du personnel est affiché aux valves par les autorités académiques de l'Ecole supérieure des Arts et transmis par celles-ci aux organes de concertation locale. Ce classement est établi sur base de l'ancienneté de service acquise au dernier jour de l'année civile inclus et calculée conformément au § 1<sup>er</sup> ou, s'il échet, conformément à l'article 278 bis.

Le membre du personnel dispose d'un délai de cinq jours ouvrables à compter de la publication du classement pour introduire un recours contre celui-ci par lettre recommandée auprès des autorités académiques de l'Ecole supérieure des Arts. Ces dernières notifient leur décision dans les trois jours ouvrables suivant l'introduction du recours. ».

**Art. 25.** Dans l'article 385 du même décret les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, les mots « visée à l'article 410 » sont remplacés par les mots « reprise dans le classement visé à l'article 410, § 2 » ;

2° l'alinéa 3 est abrogé.

**Art. 26.** A l'article 410 du même décret les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « sur la totalité des services rendus, dans une fonction visée par le présent décret et quel que soit le cours à conférer, » sont insérés entre les mots « est calculée » et les mots « de la manière suivante : »

2° l'article 410 dont le texte actuel formera le paragraphe 1<sup>er</sup>, est complété par un paragraphe 2 rédigé comme suit :

« § 2. Chaque année, au 15 janvier, le classement des membres du personnel est affiché aux valves par les autorités académiques de l'Ecole supérieure des Arts et transmis par celles-ci aux organes de concertation locale. Ce classement est établi sur base de l'ancienneté de service acquise au dernier jour de l'année civile inclus et calculée conformément au § 1<sup>er</sup> ou, s'il échet, conformément à l'art 410bis.

Le membre du personnel dispose d'un délai de cinq jours ouvrables à compter de la publication du classement pour introduire un recours contre celui-ci par lettre recommandée auprès des autorités académiques de l'Ecole supérieure des Arts. Ces dernières notifient leur décision dans les trois jours ouvrables suivant l'introduction du recours. ».

CHAPITRE X. — *Modifications du décret du 20 juin 2008 relatif aux membres du personnel administratif des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts et des Instituts supérieurs d'Architecture organisés ou subventionnés par la Communauté française*

**Art. 27.** L'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 7 du décret du 20 juin 2008 relatif aux membres du personnel administratif des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts et des Instituts supérieurs d'Architecture organisés ou subventionnés par la Communauté française est remplacé par les mots qui suivent : « Toutes les fonctions du personnel administratif peuvent être exercées à temps plein, à trois quarts temps, à mi-temps ou à quart temps. »

**Art. 28.** A l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 21° du même décret les mots « ou d'un membre du personnel désigné ou engagé à titre temporaire à durée indéterminée » sont insérés après les mots « la charge d'un membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif ».

**Art. 29.** A l'article 5, alinéa 4 du même décret, les mots « ou désignés ou engagés à titre temporaire à durée indéterminée » sont ajoutés après les mots « les demandes d'extension de charge formulées par des membres du personnel nommés ou engagés à titre définitif ».

**Art. 30.** L'article 8, § 1, alinéa 3 du même décret est remplacé par ce qui suit : « Avant de proposer tout engagement à titre temporaire en application des alinéas précédents, le pouvoir organisateur étend d'abord la charge des membres du personnel définitif, ensuite celle des membres du personnel désignés ou engagés à titre temporaire à durée indéterminée de l'établissement concerné qui en ont fait la demande. ».

**Art. 31.** A l'article 15 du même décret les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, les mots « calculée conformément à l'article 32, § 4 » sont remplacés par « telle que reprise dans le classement visé à l'article 32 § 7 ».

2° l'alinéa 8 est abrogé.

**Art. 32.** L'article 32 du même décret est complété par un § 7 rédigé comme suit : « § 7. Chaque année, au 15 janvier, le classement des membres du personnel est affiché aux valves par les autorités académiques de la Haute Ecole ou de l'Ecole supérieure des Arts et transmis par celles-ci aux organes de concertation locale. Ce classement est établi sur base de l'ancienneté de service acquise au dernier jour de l'année civile inclus et calculée conformément au § 4.

Le membre du personnel dispose d'un délai de cinq jours ouvrables à compter de la publication du classement pour introduire un recours contre celui-ci par lettre recommandée auprès des autorités académiques de la Haute Ecole ou de l'Ecole supérieure des Arts. Ces dernières notifient leur décision dans les trois jours ouvrables suivant l'introduction du recours. ».

CHAPITRE XI. — *Modification du décret du 30 juin 2016 relatif à l'enseignement de promotion sociale inclusif*

**Art. 33.** À l'article 11, alinéa 2, 4° du décret du 30 juin 2016 relatif à l'enseignement de promotion sociale inclusif, les mots « pour les étudiants en situation de handicap » sont insérés entre les mots « supérieur inclusif, » et les mots « et afin de favoriser ».

## TITRE II. — *Dispositions relatives à l'Enseignement supérieur universitaire*

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Arrêté royal du 31 octobre 1953 fixant le statut des agrégés, des répétiteurs et des membres du personnel scientifique des Universités de l'Etat*

**Art. 34.** A l'article 11, alinéa 3 de l'arrêté Arrêté royal du 31 octobre 1953 fixant le statut des agrégés, des répétiteurs et des membres du personnel scientifique des Universités de l'Etat, tel que modifié par le décret du 24 janvier 2013, les mots « qui ne sont pas porteurs du diplôme de docteur obtenu à la suite de la défense publique d'une dissertation mais » sont abrogés.

**Art. 35.** L'article 18 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Les agrégés de faculté et les conservateurs-agrégés sont nommés par le Gouvernement dès qu'ils comptent douze années d'ancienneté scientifique dont deux au moins dans le rang B ».

**Art. 36.** A l'article 43, 1° du même arrêté les mots « l'accomplissement des obligations de milice en temps de paix, selon les conditions déterminées aux articles 45 et 46 du présent arrêté; » sont abrogés.

**Art. 37.** A l'article 44, 2° du même arrêté les modifications suivantes sont apportées :

- a) les mots « huit jours par an » sont remplacés par les mots « quatorze jours par an » ;
- b) la ligne

« Mariage de l'intéressé	1 jour »
--------------------------	----------

Est remplacée par la ligne

« Mariage ou enregistrement d'une déclaration de cohabitation légale de l'intéressé	4 jours »
---	-----------

**Art. 38.** Dans l'article 51, 5° du même arrêté les mots « pour exercer au Congo belge ou dans les territoires sous tutelle des fonctions relevant d'un service public ou d'un organisme exploitant des services d'utilité publique. » est abrogé.

**Art. 39.** A l'article 54 du même arrêté les mots « ainsi que les services rendus à l'administration du Congo belge ou des territoires sous tutelle ou des organismes exploitant au Congo belge ou dans ces territoires, des services d'utilité publique, tels qu'ils sont définis à l'article 2 de la loi du 18 mai 1929. » sont abrogés.

**Art. 40.** A l'article 73 du même arrêté, les alinéas 2 et 3 sont abrogés.

**Art. 41.** L'article 74 du même arrêté est abrogé.

**Art. 42.** L'article 75 du même arrêté est abrogé.

CHAPITRE II. — *Modification de la loi du 3 août 1960 accordant des avantages sociaux aux universités et établissements y assimilés*

**Art. 43.** L'article 2, alinéa 9 de la loi du 3 août 1960 accordant des avantages sociaux aux universités et établissements y assimilés est remplacé par ce qui suit :

« Les subventions annuelles visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> peuvent servir à la mise en œuvre du décret du 30 janvier 2014 relatif à l'Enseignement supérieur inclusif pour les étudiants en situation de handicap dans les limites fixées à l'article 31 de ce même décret ».

CHAPITRE III. — *Arrêté royal du 21 avril 1965 portant statut pécuniaire du personnel scientifique de l'Etat*

**Art. 44.** L'article 7, alinéa 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 21 avril 1965 portant statut pécuniaire du personnel scientifique de l'Etat tel que modifié par le décret du 20 décembre 2012 est complété par un 6<sup>o</sup> rédigé comme suit : « 6<sup>o</sup> les services effectifs que l'agent a prestés en tant que ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne, dans un service d'une institution de l'Union européenne comme titulaire d'une fonction rémunérée et comportant des prestations complètes. »

CHAPITRE IV. — *Modification de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires*

**Art. 45.** Dans la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, le titre II est complété par un chapitre 1<sup>er</sup> quater rédigé comme suit :

« Chapitre 1<sup>er</sup> quater. - Des allocations complémentaires pour remplacements dans le cadre de congés de maternité

Article 36septies. - A partir de l'année budgétaire 2018, un montant maximum de 500.000 euros est octroyé aux universités pour couvrir les coûts de remplacements des membres du personnel académique en congé de maternité et financés sur allocation de fonctionnement.

A partir de l'année budgétaire 2019, le montant maximum visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est indexé annuellement en fonction du mécanisme prévu à l'article 29, § 4.

Les coûts de remplacement visés à l'alinéa premier pour une année t sont portés à charge du montant maximum de l'année t+1. Ces coûts sont communiqués au Gouvernement, par l'intermédiaire des Commissaires et Délégués du Gouvernement visés à l'article 1<sup>er</sup> du décret du 12 juillet 1990 sur le contrôle des institutions universitaires, au plus tard le 31 mars de l'année budgétaire concernée. Ceux-ci vérifient notamment que les coûts communiqués par les Universités se rapportent à un remplacement de personnel en congé de maternité.

Lorsque, pour une année budgétaire concernée, le total des coûts de remplacement visés à l'alinéa 3 excède le montant maximum visé à l'alinéa 2, ce dernier est réparti entre les universités au prorata de leurs coûts de remplacement.

Les remplacements visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont compensés globalement par université à hauteur maximale des coûts de personnes de mêmes rangs et de mêmes anciennetés par rapport aux membres du personnel en congé de maternité. »

CHAPITRE V. — *Modification de l'arrêté royal du 30 octobre 1971 fixant le tableau de hiérarchie du personnel administratif, du personnel spécialisé, du personnel de maîtrise, des gens de métier et de service des universités, faculté et centre universitaires de l'Etat*

**Art. 46.** A l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 30 octobre 1971 fixant le tableau de hiérarchie du personnel de direction et attaché, du personnel administratif, personnel adjoint à la recherche, personnel de gestion, puéricultrices, surveillants des travaux et dessinateurs, du personnel paramédical et du personnel spécialisé des universités et faculté universitaire de la Communauté française, dans les tableaux de hiérarchie, 4. Catégorie du personnel spécialisé, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> à la ligne 2 « Architecte principal », le point a) « promotion » est remplacé par les mots « a) avancement sans examen » ;

2<sup>o</sup> à la ligne 12 « Ingénieur industriel principal », le point a) « promotion » est remplacé par les mots « a) avancement sans examen ».

CHAPITRE VI. — *Modification du décret du 19 juillet 1991 relatif à la carrière des chercheurs scientifiques*

**Art. 47.** Dans l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, du décret du 19 juillet 1991 relatif à la carrière des chercheurs scientifiques, tel que modifié par le décret du 24 janvier 2013, les mots "l'Université de Liège, l'Université de Mons-Hainaut, l'Université libre de Bruxelles, l'Université Catholique de Louvain, la Faculté des sciences agronomiques de Gembloux, les Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix à Namur, les Facultés universitaires Saint-Louis à Bruxelles, la Faculté polytechnique de Mons et la Faculté universitaire catholique de Mons;" sont remplacés par les mots « les Universités telles que définies par l'article 10 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études. »

**Art. 48.** Dans l'article 2, 1<sup>o</sup>, du même décret, les mots "ou similaire" sont ajoutés après "diplôme reconnu équivalent".

**Art. 49.** L'article 12, alinéa 2 du même décret est remplacé par un alinéa rédigé comme suit : « La qualification de logisticien de recherche principal (niveau C) peut être reconnue à toute personne titulaire d'un diplôme de docteur obtenu à la suite de la défense publique d'une dissertation originale et d'une thèse, et qui compte une ancienneté scientifique de douze années au moins ».

CHAPITRE VII. — *Disposition modifiant l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 23 décembre 2003 fixant les échelles de traitement du personnel administratif, du personnel spécialisé, du personnel de maîtrise, des gens de métier et de service des universités et faculté universitaire de la Communauté française (validé par décret du 13 décembre 2012)*

**Art. 50.** A l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 décembre 2003 fixant les échelles de traitement du personnel administratif, du personnel spécialisé, du personnel de maîtrise, des gens de métier et de services des universités et faculté universitaire de la Communauté française (validé par décret du 13 décembre 2012), tel que modifié, au point 4. Catégorie du personnel spécialisé les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au point 1, la ligne « Architecte après quatre ans » est abrogée ;
- 2° au point 11, la ligne « Ingénieur industriel après quatre ans » est abrogée.

CHAPITRE VIII. — *Modification du décret du 30 avril 2009 organisant le transfert de l'enseignement de l'architecture aux universités*

**Art. 51.** L'article 69 du décret du 30 avril 2009 organisant le transfert de l'enseignement de l'architecture aux universités est complété par un alinéa rédigé comme suit : « La même dérogation que celle visée à l'alinéa précédent peut être octroyée par les organes compétentes des universités à des membres des personnels visés à l'article 64 qui, à la date de leur transfert, étaient nommés ou engagés à titre temporaire et qui ne sont pas titulaires d'un diplôme de docteur avec thèse. »

### TITRE III. — *Dispositions communes à l'Enseignement supérieur non universitaire et à l'Enseignement supérieur universitaire*

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions modifiant l'Arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique*

**Art. 52.** A l'article 16, § 1<sup>er</sup> de l'Arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique les modifications suivantes sont apportées :

1° le *a)* est complété comme suit : « • dans un établissement d'enseignement supérieur artistique de l'Union européenne, que cet établissement soit ou non intégré à la structure universitaire à condition d'y avoir fait partie du personnel enseignant. »

2° au *m)*, est inséré un point 3: « 3° en tant que ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne, dans un service d'une institution de l'Union européenne comme titulaire d'une fonction rémunérée et comportant des prestations complètes ».

**Art. 53.** A l'article 17, § 1<sup>er</sup> du même arrêté les mots « ou artistiques » sont insérés entre les mots « ou pratiques, » et les mots « soit dans l'enseignement technique et agricole ».

CHAPITRE II. — *Modification du décret du 7 novembre 1983 réglant, pour la Communauté française, les allocations et les prêts d'études, coordonné le 7 novembre 1983*

**Art. 54.** L'article 15 du décret du 7 novembre 1983 réglant, pour la Communauté française, les allocations d'études, coordonné le 7 novembre 1983 est complété de deux alinéas rédigés comme suit :

« Lorsqu'une réclamation est introduite contre une décision visée au premier alinéa auprès du Médiateur commun à la Communauté française et à la Région wallonne, dans le délai de prescription visé à l'alinéa 2, ce délai est suspendu pour l'auteur de cette réclamation.

La partie non écoulée de ce délai prend cours soit au moment où le réclamant est informé de la décision de ne pas traiter ou de rejeter sa réclamation, soit à l'expiration d'un délai d'un mois qui prend cours à compter de l'introduction de la réclamation, si la décision n'est pas intervenue plus tôt. »

**Art. 55.** L'article 16 du même décret est complété par un alinéa rédigé comme suit et inséré entre les alinéas 6 et 7 : « Deux suppléants seront désignés pour le membre repris au 1° ci-dessus. ».

CHAPITRE III. — *Modification du décret du 16 juin 2006 régulant le nombre d'étudiants dans certains cursus de premier cycle de l'enseignement supérieur*

**Art. 56.** L'article 5, alinéa 2 du décret du 16 juin 2006 régulant le nombre d'étudiants dans certains cursus de premier cycle de l'enseignement supérieur tel que modifié par le décret du 29 mars 2017 est complété comme suit : « En ce qui concerne les cursus visés à l'article 3, 4° et 5°, l'inscription à l'examen d'entrée et d'accès visé à l'article 1<sup>er</sup> du décret du 29 mars 2017 relatif aux études de sciences médicales et dentaires constitue la demande d'inscription dans le cursus au sens du présent décret ».

CHAPITRE IV. — *Modification du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études*

**Art. 57.** À l'article 53, alinéa 2, 3°, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, entre les mots « en matière d'enseignement supérieur inclusif » et « ainsi que » sont insérés les mots « pour les étudiants en situation de handicap ».

CHAPITRE V. — *Modifications du décret du 30 janvier 2014 relatif à l'enseignement supérieur inclusif*

**Art. 58.** Dans l'intitulé du décret du 30 janvier 2014 relatif à l'enseignement supérieur inclusif, les mots « pour les étudiants en situation de handicap » sont insérés après le mot « inclusif ».

**Art. 59.** Dans l'article 1<sup>er</sup>, du même décret les modifications suivantes sont apportées :

*a)* le 3° est remplacé par ce qui suit : « 3° « l'étudiant en situation de handicap » : étudiant qui présente des incapacités physiques, mentales, intellectuelles ou sensorielles durables dont l'interaction avec diverses barrières peut faire obstacle à sa pleine et effective participation à l'enseignement supérieur sur la base de l'égalité avec les autres » ;

*b)* le 4° est remplacé par ce qui suit : « 4° « enseignement inclusif pour les étudiants en situation de handicap » : enseignement qui met en œuvre pour les étudiants en situation de handicap des dispositifs visant à supprimer ou à réduire les barrières matérielles, pédagogiques, culturelles, sociales et psychologiques rencontrées lors de l'accès aux études, au cours des études dans le cadre de ses activités d'apprentissage et lors des évaluations qui sont associées » ;

*c)* il est inséré un 4°/1 rédigé comme suit : « 4°/1 « l'étudiant bénéficiaire » : étudiant en situation de handicap qui, à la suite d'une demande de reconnaissance acceptée par l'établissement d'enseignement supérieur, fait une demande d'aménagement auprès du service d'accueil et d'accompagnement de cet établissement ».

**Art. 60.** L'article 2 du même décret est remplacé par ce qui suit:

« Art 2. - Sans préjudice des dispositions existantes, le présent décret a pour objet :

a) de favoriser le développement d'un enseignement inclusif pour les étudiants en situation de handicap dans les établissements d'enseignement supérieur.

b) de prévoir des mesures et des ressources destinées à répondre à la demande des étudiants bénéficiaires en organisant la mise en place des aménagements raisonnables matériels et pédagogiques tendant à rencontrer les difficultés, liées à leur situation, qu'ils éprouvent dans leur vie d'étudiants ».

**Art. 61.** À l'article 3 du même décret les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1<sup>er</sup> les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « pour les étudiants en situation de handicap » sont insérés après le mot « inclusif » ;

b) à l'alinéa 3, les mots « la possibilité d'aménagements raisonnables » sont remplacés par les mots « le droit aux aménagements raisonnables ».

2° au § 2 les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1<sup>er</sup> les mots « à l'article 14 » sont remplacés par les mots « à l'article 15 ».

b) l'alinéa 2 est abrogé.

**Art. 62.** À l'article 4 du même décret, les mots « et nécessaires à leur situation » sont abrogés.

**Art. 63.** À l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup> et 2 du même décret, les mots « pour les étudiants en situation de handicap » sont chaque fois insérés après le mot « inclusif ».

**Art. 64.** A l'article 6 du même décret les modifications suivantes sont apportées:

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « en fait la demande » sont remplacés par les mots « formule une demande de reconnaissance de handicap » ;

2° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le mot « (CESI) » est inséré entre les mots « inclusif » et les mots « visée à l'article 23 » ;

3° à l'alinéa 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 2° les mots « au moment de la demande » sont remplacés par les mots « au moment de la première demande dans un établissement d'enseignement supérieur » ;

b) alinéa 2 est complété par le 3° rédigé comme suit : « 3° à titre informatif, les aménagements raisonnables dont le demandeur aurait bénéficié pendant ses études secondaires. »

4° l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit : « En cas de changement d'établissement d'enseignement supérieur en cours de cursus, les documents visés à l'alinéa précédent restent valables et sont transmis au nouvel établissement d'enseignement supérieur à sa demande après accord de l'étudiant.

En cas de modification de la situation de handicap de l'étudiant au cours du temps, un bilan d'actualisation peut être demandé par le service d'accueil et d'accompagnement. » ;

5° l'alinéa 4 est abrogé ;

6° l'alinéa 5 est abrogé.

**Art. 65.** L'article 7 du même décret est remplacé par ce qui suit:

« Art.7.- La demande de reconnaissance de handicap est transmise par le service d'accueil et d'accompagnement pour décision aux autorités académiques conformément à l'article 9.

En cas de décision défavorable des autorités académiques, l'étudiant épuise toutes les voies de recours internes à l'institution avant d'introduire le recours à la CESI conformément au chapitre VII du présent décret ».

**Art. 66.** À l'article 12, alinéa 1<sup>er</sup> du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « L'Agence wallonne pour l'Intégration de la Personne handicapée (AWIPH) » sont remplacés par les mots « L'Agence pour une Vie de Qualité (AViQ) » ;

2° les mots « handicapées et/ou à besoins spécifiques » sont remplacés par les mots « en situation de handicap ».

**Art. 67.** L'article 14 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 14.- L'analyse des besoins (matériels, pédagogiques, médicaux et psychologiques) de l'étudiant bénéficiaire est effectuée par le service d'accueil et d'accompagnement, en collaboration avec cet étudiant et les acteurs concernés. ».

**Art. 68.** L'article 15 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 15.- En cas de reconnaissance de la situation de handicap par l'établissement d'enseignement supérieur conformément à l'article 6, alinéa 1<sup>er</sup>, ce dernier se prononce sur la mise en place d'aménagements raisonnables.

Un plan d'accompagnement individualisé est élaboré au plus tard dans les deux mois qui suivent l'acceptation de la demande, sur la base de l'analyse des besoins effectuée en vertu de l'article précédent.

Le plan d'accompagnement individualisé est prévu pour une année académique et est renouvelable pour chaque année du cursus de l'étudiant bénéficiaire.

Le plan d'accompagnement individualisé est signé par l'étudiant bénéficiaire s'il est majeur, ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale, s'il est mineur, le service d'accueil et d'accompagnement et les autorités académiques ou leur(s) délégué(s). En l'absence de signature de la part de l'étudiant ou de son représentant, les aménagements prévus ne seront pas mis en place. ».

**Art. 69.** À l'article 16 du même décret les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, les mots « à l'initiative du service d'accueil et d'accompagnement » sont abrogés.

2° l'alinéa 4 est abrogé.

**Art. 70.** À l'article 17 du même décret les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est abrogé ;

2° l'alinéa 3 est abrogé.

**Art. 71.** L'article 18 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 18.-Le Gouvernement fixe, après avis de la CESI, le modèle et les rubriques du plan d'accompagnement individualisé.

Le plan d'accompagnement individualisé contient au moins :

- 1° le projet d'études ou le programme annuel de l'étudiant ;
- 2° les modalités d'accompagnement et les aménagements raisonnables prévus sous les aspects matériels, pédagogiques, médicaux et psychologiques;
- 3° le choix du personnel d'accompagnement;
- 4° la désignation éventuelle d'un ou de plusieurs étudiants accompagnateurs;
- 5° le cas échéant, la convention de l'étudiant accompagnateur visée à l'article 11, alinéa 3 sera jointe au plan d'accompagnement individualisé dès sa signature;
- 6° l'accord de l'étudiant bénéficiaire ou pour l'étudiant mineur, celui des parents ou de la personne responsable de ce dernier.

Le plan d'accompagnement individualisé est conservé dans le dossier de l'étudiant. Une copie est remise à l'étudiant bénéficiaire.

Aucune donnée confidentielle concernant l'étudiant ne peut être transmise dans le dossier de l'étudiant et dans le plan d'accompagnement individualisé, sans l'accord de l'étudiant. ».

**Art. 72.** L'intitulé du chapitre IV du même décret est remplacé par l'intitulé rédigé comme suit : « Des actions d'information, de sensibilisation et de formation ».

**Art. 73.** Au chapitre IV, l'intitulé de la section I<sup>er</sup> « Les actions d'informations et de sensibilisation » et de la section II « Des formations » sont abrogés.

**Art. 74.** À l'article 19 du même décret, les mots « Des actions d'information et de sensibilisation » sont remplacés par les mots « Des actions d'information, de sensibilisation et de formation ».

**Art. 75.** L'article 20 du même décret est abrogé.

**Art. 76.** L'article 22 du même décret, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 22.- Le service d'accueil et d'accompagnement informe la CESI des actions d'information et de sensibilisation visées à l'article 19 et communique le programme des formations visées aux articles 19 et 21 ».

**Art. 77.** A l'article 24 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à l'alinéa 1<sup>er</sup> les modifications suivantes sont apportées :
  - a) au 3° les mots « de l'Administrateur général de l'Infrastructure » sont remplacés par les mots « du directeur général des infrastructures » ;
  - b) au 4° les mots « handicapées et/ou à besoins spécifiques » sont remplacés par les mots « en situation de handicap » ;
  - c) au 5° les mots « Agence wallonne pour l'Intégration de la Personne handicapée » sont remplacés par les mots « l'Agence pour une Vie de Qualité » ;
  - d) au 8° les mots « de la psychologie, médicale, paramédicale et sociale » sont remplacés par les mots « médical, paramédical, social et psychologique » ;
  - e) au 9° les mots « d'un représentant » sont remplacés par les mots « deux représentants » ;
- 2° à l'alinéa 3, les mots « aux 5 et 6 » sont remplacés par les mots « aux 5° et 6° » ;
- 3° à l'alinéa 4, le mot « Commission » est remplacé par le mot « CESI ».

**Art. 78.** À l'article 25, du même décret l'alinéa 2 est complété par les mots « , exception faite des membres visés à l'article 24, alinéa 1<sup>er</sup>, 9° pour lesquels le mandat est d'un an et est renouvelable ».

**Art. 79.** L'article 26 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

- a) le mot « Commission de l'Enseignement supérieur inclusif » est remplacé par le mot « CESI » ;
- b) le 6° est remplacé par ce qui suit : « 6° d'établir un inventaire des actions d'information, de sensibilisation et des programmes de formations visées aux articles 19 et 21 et de favoriser leur mutualisation ;
- c) le 7° est abrogé ;
- d) au 9° les mots « aux articles 7 et 17 » sont remplacés par les mots « au chapitre VII du présent décret » ;
- e) au 10° les mots « les grilles » sont remplacés par les mots « les programmes annuels de l'étudiant » ;
- f) le 12° est abrogé.

**Art. 80.** L'article 27, alinéa 2 du même décret est complété par les mots « , exception faite des membres visés à l'article 24, alinéa 1<sup>er</sup>, 9° pour lesquels le mandat est d'un an et est renouvelable ».

**Art. 81.** À l'article 30, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

- a) les mots « Chambre de l'Enseignement supérieur inclusif » sont remplacés par le mot « ChESI » ;
- b) au 2° les mots « Commission de l'Enseignement supérieur inclusif » sont remplacés par le mot « CESI » ;
- c) le 3° est abrogé.

**Art. 82.** Dans le même décret, il est inséré après l'article 31 un chapitre VII intitulé « Chapitre VII Des voies de recours ».

**Art. 83.** Dans le chapitre VII inséré par l'article 81, il est inséré un article 31/1 rédigé comme suit :

« Art. 31/1. En cas de décision défavorable de l'établissement supérieur relative aux demandes visées aux articles 6, alinéa 1<sup>er</sup>, 15, alinéa 1<sup>er</sup>, 16, alinéa 3 et 17 du présent décret, l'étudiant s'il est majeur, ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale, s'il est mineur, épuise toutes les voies de recours internes à l'établissement d'enseignement



supérieur. La décision du recours interne est notifiée à l'étudiant selon les modalités prévues dans le règlement général des études et au plus tard, dans les 15 jours ouvrables à compter du lendemain de l'introduction du recours interne.

Suite au recours interne, en cas de décision défavorable, l'étudiant s'il est majeur, ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale, s'il est mineur, peut introduire un recours auprès de la CESI selon les modalités fixées par le Gouvernement sur avis de la CESI.

L'avis de la CESI visé à l'alinéa précédent doit être communiqué au Gouvernement dans les 30 jours suivant la demande d'avis formulée par le Gouvernement. A défaut, la CESI est réputée ne pas avoir formulé l'avis.

L'étudiant s'il est majeur, ses parents ou la personne investie de l'autorité parentale, s'il est mineur, peut introduire ce recours par lettre recommandée ou par courrier électronique auprès de la CESI dans les 5 jours ouvrables qui suivent la notification de refus formulée par l'établissement d'enseignement supérieur suite à une voie de recours interne. À compter de la date de réception de ce recours, la CESI a 15 jours ouvrables pour se prononcer et transmettre la décision par lettre recommandée ou par courrier électronique.

L'existence d'un droit de recours et ses modalités doivent figurer dans la décision. »

**Art. 84.** Dans le même chapitre, il est inséré un article 31/2 rédigé comme suit :

« Art. 31/2. Lorsqu'un recours est introduit auprès de la CESI pour contester la décision définitive de l'établissement relative à la mise en place d'aménagements raisonnables, telle que visée à l'article 15, alinéa 1<sup>er</sup> du décret, la CESI se limite à vérifier la conformité de la procédure et le caractère adéquat de la motivation formelle de la décision et invalide la décision si des éléments de nature à influencer favorablement la demande n'ont pas été pris en compte lors de ce recours interne. ».

**Art. 85.** Avant l'article 32 du même décret, il est inséré un chapitre VIII intitulé « Chapitre VIII Dispositions finales, transitoires et abrogatoires ».

CHAPITRE VI. — *Modification du décret du 29 mars 2017 relatif aux études de sciences médicales et dentaires*

**Art. 86.** À l'article 2, § 2 du décret du 29 mars 2017 relatif aux études de sciences médicales et dentaires, après le mot « inclusif » sont insérés les mots « pour les étudiants en situation de handicap ».

#### TITRE IV. — *Dispositions finales*

**Art. 87.** Le présent décret entre en vigueur à partir de l'année académique 2018-2019 à l'exception de l'article 56 qui produit ses effets le 1<sup>er</sup> juillet 2018 et des articles 11, 14 et 17 qui entrent en vigueur à partir de l'année académique 2019-2020.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 7 février 2019.

Le Ministre-Président et Ministre en charge de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,  
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,  
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale,  
de la Recherche et des Médias,  
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de la Jeunesse, de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles, chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,

R. MADRANE

La Ministre de l'Éducation,  
M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,  
A. FLAHAUT

—  
Note

Session 2018-2019

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 728-1. – Amendements en commission, n° 728-2 - Rapport de commission, n° 728-3. – Texte adopté en commission, n° 728-4 – Texte adopté en séance plénière, n° 728-5.

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 6 février 2019.

—  
VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/40574]

#### 7 FEBRUARI 2019. — Decreet houdende diverse maatregelen betreffende het hoger onderwijs

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

#### TITEL I. — *Bepalingen betreffende het niet-universitair hoger onderwijs*

HOOFDSTUK I. — *Wijziging van het koninklijk besluit van 8 december 1967 genomen ter uitvoering van artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 februari 1967 houdende vaststelling van de administratieve stand van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs*

**Artikel 1.** In artikel 4, eerste lid, a) van het koninklijk besluit van 8 december 1967 genomen ter uitvoering van artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 februari 1967 houdende vaststelling van de administratieve stand van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor

kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, zoals gewijzigd, worden de woorden « of het wettelijk samenwonen » ingevoegd tussen de woorden « voor het huwelijk » en de woorden « van het personeelslid ».

**Art. 2.** Artikel 10 bis van hetzelfde koninklijk besluit wordt vervangen als volgt : « Artikel 10bis. Tot de zesde week of, in geval van meerlingengeboorte, tot de achtste week voorafgaand aan de veronderstelde bevallingsdatum, worden de afwezigheidsdagen die rechtstreeks verband houden met de zwangerschapstoestand van het personeelslid, niet in aanmerking genomen bij de berekening van het aantal dagen ziekte- of invaliditeitsverlof dat het personeelslid geniet wanneer een controle verricht door de instelling belast door de Regering met de controle van de afwezigheden wegens ziekte of invaliditeit bevestigt dat deze afwezigheden te wijten zijn aan de zwangerschapstoestand van het personeelslid.

Vanaf de zesde week of, in geval van meerlingengeboorte, vanaf de achtste week voorafgaand aan de veronderstelde bevallingsdatum, en tot de datum waarop het moederschapverlof begint, worden de afwezigheidsdagen wegens ziekte niet in aanmerking genomen bij de berekening van het aantal dagen ziekte- of invaliditeitsverlof dat het personeelslid overeenkomstig dit besluit geniet.

De in dit artikel bedoelde afwezigheidsperiodes worden bezoldigd en met periodes van dienstactiviteit gelijkgesteld. ».

**Art. 3.** De woorden « met uitzondering van de eerste 10 afwezigheidsdagen verbonden aan een miskraam » worden toegevoegd na het woord « zwangerschap ».

**HOOFDSTUK II. — Wijziging van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel van de inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede van de internaten die van deze inrichtingen afhangen**

**Art. 4.** In artikel 10 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel van de inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede van de internaten die van deze inrichtingen afhangen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid wordt 20. vervangen als volgt :

« 20. werkleiders :

a) in een inrichting voor kunstonderwijs : een diploma van master aangevuld met vier jaar nuttige ervaring, aangevuld met vier jaar nuttige ervaring,

b) in een inrichting voor technisch onderwijs : het diploma van technisch ingenieur, aangevuld met vier jaar nuttige ervaring. »

2° In het eerste lid wordt een 22. ingevoegd, luidend als volgt :

« 22. Medisch directeur : het diploma van doctor in genees-, heel- en verloskunde. » ;

3° Er wordt een lid ingevoegd tussen het eerste en tweede lid, luidend als volgt :

In het hoger onderwijs van het korte type voor sociale promotie, wordt de beroeps- of wetenschappelijke bekendheid verworven overeenkomstig de procedure bedoeld in artikel 4, paragraaf 3 van het decreet van 8 februari 1999 betreffende de ambten en bekwaamheidsbewijzen van de leden van het onderwijzend personeel in de Hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, voor zich persoonlijk, als geldend bekwaamheidsbewijs zoals bedoeld in het eerste lid beschouwd.

**HOOFDSTUK III. — Wijziging van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen van kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen**

**Art. 5.** In artikel 5, eerste lid, a) van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen van kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, worden de woorden “of het wettelijk samenwonen” ingevoegd tussen de woorden “voor het huwelijk” en de woorden “van het personeelslid”.

**HOOFDSTUK IV. — Wijziging van het koninklijk besluit van 19 mei 1981 betreffende de vakantie- en verlofregeling van het stagedoend en vastbenoemd technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, de rijksvormingscentra en de inspectiediensten**

**Art. 6.** In artikel 4, eerste lid, a) van het koninklijk besluit van 19 mei 1981 betreffende de vakantie- en verlofregeling van het stagedoend en vastbenoemd technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, de rijksvormingscentra en de inspectiediensten, zoals gewijzigd, worden de woorden « of het wettelijk samenwonen » ingevoegd tussen de woorden « voor het huwelijk » en de woorden « van het personeelslid ».

**HOOFDSTUK V. — Wijziging van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen**

**Art. 7.** Artikel 90, derde lid, van het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, wordt vervangen als volgt :

« De sociale subsidies bedoeld in artikel 89 kunnen dienen voor de uitvoering van het decreet van 30 januari 2014 betreffende het inclusief hoger onderwijs voor de studenten met een handicap binnen de perken bepaald in artikel 31 van dit decreet ».

HOOFDSTUK VI. — *Wijziging van het decreet van 25 juli 1996 betreffende de opdrachten en betrekkingen in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen*

**Art. 8.** In artikel 12 van het decreet van 25 juli 1996 betreffende de opdrachten en betrekkingen in de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde Hogescholen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 wordt 11° opgeheven ;

2° § 4 wordt opgeheven.

HOOFDSTUK VII. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 24 juli 1997 dat het statuut bepaalt van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van de hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap*

**Art. 9.** In artikel 34, tweede lid, van het decreet van 24 juli 1997 dat het statuut bepaalt van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van de hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, worden de woorden « bedoeld in artikel 38 » vervangen door de woorden « opgenomen in de rangschikking bedoeld in artikel 38, § 2 ».

**Art. 10.** In artikel 38 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « in de artikelen 34, 35, eerste lid, 36 en 37, wordt op de volgende manier berekend: » worden vervangen door de woorden « in de artikelen 34, 35, § 1, 36 en 37 wordt berekend op het geheel van de diensten gepresteerd in een ambt bedoeld in artikel 5 van het decreet van 25 juli 1996 en ongeacht de cursus die toegekend moet worden, op de volgende manier : »

2° artikel 38, waarvan de huidige tekst paragraaf 1 zal vormen, wordt aangevuld met een paragraaf 2, luidend als volgt :

« § 2. Elk jaar, op 15 januari, wordt de rangschikking van de personeelsleden op de aanplakborden bekendgemaakt door de academische overheden van de Hogeschool en wordt door hen bezorgd aan de plaatselijke overlegorganen. Deze rangschikking wordt opgesteld op basis van de dienstanciënniteit verworven de laatste dag van het kalenderjaar inbegrepen en berekend overeenkomstig § 1 of, in voorkomend geval, overeenkomstig artikel 38*bis*.

Het personeelslid beschikt over een termijn van vijf werkdagen na de bekendmaking van de rangschikking om een beroep hiertegen per aangetekende brief bij de academische overheden van de Hogeschool in te dienen. Deze overheden delen hun beslissing mee binnen de drie werkdagen na de indiening van het beroep. ».

**Art. 11.** In artikel 95 van hetzelfde decreet wordt 14° aangevuld als volgt : « In dit geval kan het personeelslid niet meer later opnieuw in dezelfde hogeschool voor hetzelfde ambt en dezelfde cursussen aangesteld worden zolang hij aan de bovenvermelde voorwaarde van het bekwaamheidsbewijs niet beantwoordt. ».

**Art. 12.** In artikel 137, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « bedoeld in artikel 141 » vervangen door de woorden « opgenomen in de rangschikking bedoeld in artikel 141, § 2 ».

**Art. 13.** In artikel 141 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « in de artikelen 137, 138, eerste lid, 139 en 140 wordt op de volgende manier berekend : » worden vervangen door de woorden « in de artikelen 137, 138, § 1, 139 en 140 wordt berekend op het geheel van de diensten gepresteerd in een ambt bedoeld in artikel 5 van het decreet van 25 juli 1996 en ongeacht de cursus die toegekend moet worden, op de volgende manier : »

2° artikel 141, waarvan de huidige tekst paragraaf 1 zal vormen, wordt aangevuld met een paragraaf 2, luidend als volgt :

« § 2. Elk jaar, op 15 januari, wordt de rangschikking van de personeelsleden op de aanplakborden bekendgemaakt door de academische overheden van de Hogeschool en wordt door hen bezorgd aan de plaatselijke overlegorganen. Deze rangschikking wordt opgesteld op basis van de dienstanciënniteit verworven de laatste dag van het kalenderjaar inbegrepen en berekend overeenkomstig § 1 of, in voorkomend geval, overeenkomstig artikel 141*bis*.

Het personeelslid beschikt over een termijn van vijf werkdagen na de bekendmaking van de rangschikking om een beroep hiertegen per aangetekende brief bij de academische overheden van de Hogeschool in te dienen. Deze overheden delen hun beslissing mee binnen de drie werkdagen na de indiening van het beroep. ».

**Art. 14.** In artikel 189 van hetzelfde decreet, zoals aangevuld met het decreet van 8 februari 1999 en gewijzigd bij de decreten van 3 maart 2004 en 20 juni 2013, wordt 14° aangevuld als volgt : « In dit geval kan het personeelslid niet meer later opnieuw in dezelfde hogeschool voor hetzelfde ambt en dezelfde cursussen aangesteld worden, zolang hij aan de bovenvermelde voorwaarde van het bekwaamheidsbewijs niet beantwoordt. ».

**Art. 15.** In artikel 219, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « bedoeld in artikel 223 » vervangen door de woorden « opgenomen in de rangschikking bedoeld in artikel 223, § 2 ».

**Art. 16.** In artikel 223 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « in de artikelen 219, 220, eerste lid, 221 en 222 wordt op de volgende manier berekend : » worden vervangen door de woorden « in de artikelen 219, 220, § 1, 221 en 222 wordt berekend op het geheel van de diensten gepresteerd in een ambt bedoeld in artikel 5 van het decreet van 25 juli 1996 en ongeacht de cursus die toegekend moet worden, op de volgende manier : »

2° artikel 223, waarvan de huidige tekst paragraaf 1 zal vormen, wordt aangevuld met een paragraaf 2, luidend als volgt :

« § 2. Elk jaar, op 15 januari, wordt de rangschikking van de personeelsleden op de aanplakborden bekendgemaakt door de academische overheden van de Hogeschool en wordt door hen bezorgd aan de plaatselijke overlegorganen. Deze rangschikking wordt opgesteld op basis van de dienstanciënniteit verworven de laatste dag van het kalenderjaar inbegrepen en berekend overeenkomstig § 1 of, in voorkomend geval, overeenkomstig artikel 223*bis*.

Het personeelslid beschikt over een termijn van vijf werkdagen na de bekendmaking van de rangschikking om een beroep hiertegen per aangetekende brief bij de academische overheden van de Hogeschool in te dienen. Deze overheden delen hun beslissing mee binnen de drie werkdagen na de indiening van het beroep. ».

**Art. 17.** In artikel 268 van hetzelfde decreet, zoals aangevuld met het decreet van 8 februari 1999 en gewijzigd bij de decreten van 3 maart 2004 en 20 juni 2013, wordt 14° aangevuld als volgt : « In dit geval kan het personeelslid niet meer later opnieuw in dezelfde hogeschool voor hetzelfde ambt en dezelfde cursussen aangesteld worden, zolang hij aan de bovenvermelde voorwaarde van het bekwaamheidsbewijs niet beantwoordt. ».

HOOFDSTUK VIII. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 5 juli 2000 houdende de regeling inzake verlof en disponibiliteit wegens ziekte of invaliditeit van sommige personeelsleden uit het onderwijs*

**Art. 18.** In artikel 5, tweede lid, van het decreet van 5 juli 2000 houdende de regeling inzake verlof en disponibiliteit wegens ziekte of invaliditeit van sommige personeelsleden uit het onderwijs, zoals gewijzigd, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « die rechtstreeks verband houden met de zwangerschapstoestand van het personeelslid » worden vervangen door de woorden « wegens ziekte » ;

2° de woorden « wanneer een controle verricht door een orgaan dat door de Franse Gemeenschapsregering de afwezigheid wegens ziekte of invaliditeit moet controleren, bevestigt dat deze afwezigheid te wijten is aan de zwangerschapstoestand van het personeelslid » worden opgeheven.

**Art. 19.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 5/1 ingevoegd, luidend als volgt : « Artikel 5/1. Worden ook beschouwd als een afwezigheid te wijten aan de zwangerschapstoestand, de 10 dagen na elke miskraam vóór 180 dagen zwangerschap en waarvan het kind doodgeboren is.

De afwezigheidsperiodes bedoeld in dit artikel worden bezoldigd en met dienstactiviteit gelijkgesteld. »

HOOFDSTUK IX. — *Wijzigingen van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten)*

**Art. 20.** Artikel 59, derde lid, van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten) wordt vervangen als volgt :

« De subsidies kunnen gebruikt worden voor de uitvoering van het decreet van 30 januari 2014 betreffende het inclusief hoger onderwijs voor de studenten met een handicap binnen de perken bepaald in artikel 31 van dit decreet ».

**Art. 21.** In artikel 128 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid worden de woorden « bedoeld in artikel 163 » vervangen door de woorden « opgenomen in de rangschikking bedoeld in artikel 163, § 2 » ;

2° het derde lid wordt opgeheven.

**Art. 22.** In artikel 163 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « op het geheel van de diensten gepresteerd in een ambt bedoeld in dit decreet en ongeacht de cursus die toegekend moet worden, » worden ingevoegd tussen de woorden « wordt berekend » en de woorden « op de volgende manier : »

2° artikel 163, waarvan de huidige tekst paragraaf 1 zal vormen, wordt aangevuld met een paragraaf 2, luidend als volgt :

« § 2. Elk jaar, op 15 januari, wordt de rangschikking van de personeelsleden op de aanplakborden bekendgemaakt door de academische overheden van de Hogere Kunstschool en wordt door hen bezorgd aan de plaatselijke overlegorganen. Deze rangschikking wordt opgesteld op basis van de dienstanciënniteit verworven de laatste dag van het kalenderjaar inbegrepen en berekend overeenkomstig § 1 of, in voorkomend geval, overeenkomstig artikel 163bis.

Het personeelslid beschikt over een termijn van vijf werkdagen na de bekendmaking van de rangschikking om een beroep hiertegen per aangetekende brief bij de academische overheden van de Hogere Kunstschool in te dienen. Deze overheden delen hun beslissing mee binnen de drie werkdagen na de indiening van het beroep. ».

**Art. 23.** In artikel 255 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid worden de woorden « bedoeld in artikel 278 » vervangen door de woorden « opgenomen in de rangschikking bedoeld in artikel 278, § 2 » ;

2° het derde lid wordt opgeheven.

**Art. 24.** In artikel 278 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « op het geheel van de diensten gepresteerd in een ambt bedoeld in dit decreet en ongeacht de cursus die toegekend moet worden, » worden ingevoegd tussen de woorden « wordt berekend » en de woorden « op de volgende manier : ».

2° artikel 278, waarvan de huidige tekst paragraaf 1 zal vormen, wordt aangevuld met een paragraaf 2, luidend als volgt :

« § 2. Elk jaar, op 15 januari, wordt de rangschikking van de personeelsleden op de aanplakborden bekendgemaakt door de academische overheden van de Hogere Kunstschool en wordt door hen bezorgd aan de plaatselijke overlegorganen. Deze rangschikking wordt opgesteld op basis van de dienstanciënniteit verworven de laatste dag van het kalenderjaar inbegrepen en berekend overeenkomstig § 1 of, in voorkomend geval, overeenkomstig artikel 278bis.

Het personeelslid beschikt over een termijn van vijf werkdagen na de bekendmaking van de rangschikking om een beroep hiertegen per aangetekende brief bij de academische overheden van de Hogere Kunstschool in te dienen. Deze overheden delen hun beslissing mee binnen de drie werkdagen na de indiening van het beroep. ».

**Art. 25.** In artikel 385 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid worden de woorden « bedoeld in artikel 410 » vervangen door de woorden « opgenomen in de rangschikking bedoeld in artikel 410, § 2 » ;

2° het derde lid wordt opgeheven.

**Art. 26.** In artikel 410 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « op het geheel van de diensten gepresteerd in een ambt bedoeld in dit decreet en ongeacht de cursus die toegekend moet worden, » worden ingevoegd tussen de woorden « wordt berekend » en de woorden « op de volgende manier : »

2° artikel 410, waarvan de huidige tekst paragraaf 1 zal vormen, wordt aangevuld met een paragraaf 2, luidend als volgt :

« § 2. Elk jaar, op 15 januari, wordt de rangschikking van de personeelsleden op de aanplakborden bekendgemaakt door de academische overheden van de Hogere Kunstschool en wordt door hen bezorgd aan de plaatselijke overlegorganen. Deze rangschikking wordt opgesteld op basis van de dienstanciënniteit verworven de laatste dag van het kalenderjaar inbegrepen en berekend overeenkomstig § 1 of, in voorkomend geval, overeenkomstig artikel 410bis.

Het personeelslid beschikt over een termijn van vijf werkdagen na de bekendmaking van de rangschikking om een beroep hiertegen per aangetekende brief bij de academische overheden van de Hogere Kunstschool in te dienen. Deze overheden delen hun beslissing mee binnen de drie werkdagen na de indiening van het beroep. ».

*HOOFDSTUK X. — Wijzigingen van het decreet van 20 juni 2008 betreffende de administratieve personeelsleden van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde Hogescholen, Hogere Kunstscholen en Hogere Instituten voor architectuur*

**Art. 27.** Artikel 3, § 1, zevende lid, van het decreet van 20 juni 2008 betreffende de administratieve personeelsleden van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde Hogescholen, Hogere Kunstscholen en Hogere Instituten voor architectuur, wordt vervangen als volgt : « Alle ambten van het administratief personeel kunnen voltijds, drie vierde werktijd, halftijds of een vierde werktijd worden uitgeoefend . »

**Art. 28.** In artikel 2, § 1, 21° van hetzelfde decreet worden de woorden « of van een personeelslid aangesteld of aangeworven in tijdelijk verband voor onbepaalde duur » ingevoegd na de woorden « de opdracht uitbreidt van een in vast benoemd of vast aangeworven personeelslid ».

**Art. 29.** In artikel 5, vierde lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « of van de leden die aangesteld of aangeworven worden in tijdelijk verband voor onbepaalde duur » toegevoegd na de woorden « de aanvragen om uitbreiding van de opdracht uitgaande van leden van het vast benoemd of in vast verband aangeworven personeelsleden ».

**Art. 30.** Artikel 8, § 1, derde lid, van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt : « Alvorens enige tijdelijke aanwerving voor te stellen met toepassing van de vorige leden, breidt de inrichtende macht eerst de opdracht uit van de vast benoemde personeelsleden, daarna deze van de personeelsleden die aangesteld of aangeworven worden in tijdelijk verband voor onbepaalde duur van de betrokken inrichting die het hebben aangevraagd. ».

**Art. 31.** In artikel 15 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid worden de woorden « berekend overeenkomstig artikel 32, § 4 » vervangen door de woorden « zoals opgenomen in de rangschikking bedoeld in artikel 32 § 7 ».

2° het achtste lid wordt opgeheven.

**Art. 32.** Artikel 32 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een § 7, luidend als volgt : « § 7. Elk jaar, op 15 januari, wordt de rangschikking van de personeelsleden op de aanplakborden bekendgemaakt door de academische overheden van de Hogeschool of van de Hogere Kunstschool en wordt door hen bezorgd aan de plaatselijke overlegorganen. Deze rangschikking wordt opgesteld op basis van de dienstanciënniteit verworven de laatste dag van het kalenderjaar inbegrepen en berekend overeenkomstig § 1 of, in voorkomend geval, overeenkomstig § 4.

Het personeelslid beschikt over een termijn van vijf werkdagen na de bekendmaking van de rangschikking om een beroep hiertegen per aangetekende brief bij de academische overheden van de Hogeschool of van de Hogere Kunstschool in te dienen. Deze overheden delen hun beslissing mee binnen de drie werkdagen na de indiening van het beroep. ».

*HOOFDSTUK XI. — Wijziging van het decreet van 30 juni 2016 betreffende het inclusief onderwijs voor sociale promotie*

**Art. 33.** In artikel 11, tweede lid, 4° van het decreet van 30 juni 2016 betreffende het inclusief onderwijs voor sociale promotie, worden de woorden « voor de studenten met een handicap » ingevoegd tussen de woorden « inclusief hoger onderwijs, » en de woorden « om een gezamenlijke gedachtegang en de uitwisseling van informatie te bevorderen. ».

## **TITEL II. — Bepalingen betreffende het universitair hoger onderwijs**

*HOOFDSTUK I. — Koninklijk besluit van 31 oktober 1953 tot vaststelling van het statuut van de geaggregeerden, de repetitors en het wetenschappelijk personeel bij de Rijksuniversiteiten*

**Art. 34.** In artikel 11, derde lid, van het koninklijk besluit van 31 oktober 1953 tot vaststelling van het statuut van de geaggregeerden, de repetitors en het wetenschappelijk personeel bij de Rijksuniversiteiten, zoals gewijzigd bij het decreet van 24 januari 2013, worden de woorden « die niet houder zijn van het diploma van doctor verkregen na de openbare verdediging van een dissertatie maar » opgeheven.

**Art. 35.** Artikel 18 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« De faculteitsgeaggregeerden en conservators-geaggregeerden worden erkend door de Regering zodra ze twaalf jaar wetenschappelijke anciënniteit tellen waaronder twee ten minste in de rang B ».

**Art. 36.** In artikel 43, 1° van hetzelfde decreet worden de woorden « het volbrengen der militieverplichtingen in vredestijd, volgens de in de artikelen 45 en 46 van dit besluit bepaalde voorwaarden; » opgeheven.

**Art. 37.** In artikel 44, 2° van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

De woorden « acht dagen per jaar » worden vervangen door de woorden « veertien dagen per jaar » ;

b) de lijn

« Huwelijk van het personeelslid	1 dag »
----------------------------------	---------

Wordt vervangen door de lijn

« Huwelijk of registratie van een verklaring van wettelijk samenwonen van het personeelslid	4 dagen »
---	-----------

**Art. 38.** In artikel 51, 5°, van hetzelfde besluit worden de woorden « wegens uitoefening, in Belgisch-Congo of in de voogdijgebieden, van een ambt dat afhangt van een openbare dienst of van een instelling, welke diensten van openbaar nut in bedrijf heeft. » opgeheven.

**Art. 39.** In artikel 54 van hetzelfde besluit worden de woorden « alsmede van de diensten bewezen in de administratie van Belgisch-Congo of van de voogdijgebieden, of van de organismen die in Belgisch-Congo of in die gebieden diensten van openbaar nut exploiteren, zoals bepaald in artikel 2 van de wet van 18 mei 1929. » opgeheven.

**Art. 40.** In artikel 73 van hetzelfde besluit worden het tweede en derde lid opgeheven.

**Art. 41.** Artikel 74 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 42.** Artikel 75 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

HOOFDSTUK II. — *Wijziging van de wet van 3 augustus 1960 houdende toekenning van sociale voordelen aan de universiteiten en gelijkgestelde inrichtingen*

**Art. 43.** Artikel 2, negende lid, van de wet van 3 augustus 1960 houdende toekenning van sociale voordelen aan de universiteiten en gelijkgestelde inrichtingen, wordt vervangen als volgt :

« De jaarlijkse subsidies bedoeld in het eerste lid kunnen dienen voor de uitvoering van het decreet van 30 januari 2014 betreffende het inclusief hoger onderwijs voor de studenten met een handicap binnen de perken bepaald in artikel 31 van ditzelfde decreet ».

HOOFDSTUK III. — *Koninklijk besluit van 21 april 1965 houdende bezoldigingsregeling van het wetenschappelijk personeel van de Staat*

**Art. 44.** Artikel 7, eerste lid, van het koninklijk besluit van 21 april 1965 houdende bezoldigingsregeling van het wetenschappelijk personeel van de Staat, zoals gewijzigd bij het decreet van 20 december 2012, wordt aangevuld met een 6°, luidend als volgt : « 6° de effectieve diensten die het personeelslid gepresteerd heeft als onderdaan van een lidstaat van de Europese Unie, in een dienst van een instelling van de Europese Unie als titularis van een bezoldigd ambt met volledige prestaties. »

HOOFDSTUK IV. — *Wijziging van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instelling*

**Art. 45.** In de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instelling wordt titel II aangevuld met een hoofdstuk I quater, luidend als volgt :

« Hoofdstuk I quater. – De aanvullende toelagen voor de vervangingen in het kader van de zwangerschapsverloven

Artikel 36septies. – Vanaf het begrotingsjaar 2018 wordt een maximaal bedrag van 500.000 euro toegekend aan de universiteiten om de kosten van de vervangingen van de academische personeelsleden te dekken die een zwangerschapsverlof hebben genomen en die gefinancierd worden op basis van een werkingstoelage.

Vanaf het begrotingsjaar 2019 wordt het maximaal bedrag bedoeld in het eerste lid jaarlijks geïndexeerd in functie van het mechanisme bedoeld in artikel 29, § 4.

De kosten voor de vervangingen bedoeld in het eerste lid voor een jaar  $t$  vallen ten laste van het maximaal bedrag van het jaar  $t+1$ . Deze kosten worden aan de Regering meegedeeld via de Commissarissen en Afgevaardigden van de Regering bedoeld in artikel 1 van het decreet van 12 juli 1990 op de controle van de universitaire instellingen, en dit uiterlijk op 31 maart van het betrokken begrotingsjaar. Deze kijken inzonderheid na of de kosten die aan de universiteiten worden bekendgemaakt, betrekking hebben op een vervanging van een personeelslid met een zwangerschapsverlof.

Wanneer, voor een betrokken begrotingsjaar, het totaal van de vervangingskosten bedoeld in het derde lid het maximaal bedrag bedoeld in het tweede lid overschrijdt, wordt dit laatste verdeeld onder de universiteiten naar rata van hun vervangingskosten.

De vervangingen bedoeld in het eerste lid worden globaal verdeeld per universiteit tot het maximum van de kosten van personen van dezelfde rang en dezelfde anciënniteit in vergelijking met de personeelsleden met een zwangerschapsverlof.

HOOFDSTUK V. — *Wijziging van het koninklijk besluit van 30 oktober 1971 tot vaststelling van de hiërarchietabel van het administratief, gespecialiseerd, meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksuniversiteiten, de rijksfaculteit en het rijksuniversitair centrum*

**Art. 46.** In artikel 1 van het koninklijk besluit van 30 oktober 1971 tot vaststelling van de hiërarchietabel van het directiepersoneel en attaché, het administratief personeel, het hulppersoneel voor het onderzoek, het beheerspersoneel, de kinderverzorgsters, de werkopzichters en tekenaars, het paramedisch personeel en het gespecialiseerd personeel van de universiteiten en universitaire faculteit van de Franse Gemeenschap, in de hiërarchietabellen, 4. Categorie van het gespecialiseerd personeel, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de lijn 2 « Eerste Architect », wordt punt a) « bevordering » vervangen door de woorden « a) bevordering zonder examen ;

2° in de lijn 12 « Eerstaanwendend industrieel ingenieur », wordt punt a) « bevordering » vervangen door de woorden « a) bevordering zonder examen ».

HOOFDSTUK VI. — *Wijziging van het decreet van 19 juli 1991 betreffende de loopbaan van de wetenschappelijke navorsers*

**Art. 47.** In artikel 1, 2°, van het decreet van 19 juli 1991 betreffende de loopbaan van de wetenschappelijke navorsers, zoals gewijzigd bij het decreet van 24 januari 2013, worden de woorden " Université de Liège, Université de Mons-Hainaut, Université libre de Bruxelles, Université Catholique de Louvain, Faculté des sciences agronomiques de Gembloux, Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix à Namur, Facultés universitaires Saint-Louis de Bruxelles, Faculté polytechnique de Mons en Faculté universitaire catholique de Mons;" vervangen door de woorden « de universiteiten zoals bepaald in artikel 10 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies . »

**Art. 48.** In artikel 2, 1°, van hetzelfde decreet worden de woorden "of gelijk" toegevoegd na de woorden "of van een diploma".

**Art. 49.** Artikel 12, tweede lid, van hetzelfde decreet wordt vervangen door een lid, luidend als volgt : « De kwalificatie van eerstaanwezend onderzoekslogistiek (niveau C) kan worden toegekend aan elke persoon die houder is van een diploma van doctor behaald na de verdediging in het openbaar van een originele verhandeling en van een proefschrift, en die een wetenschappelijke anciënniteit van ten minste twaalf jaar telt ».

HOOFDSTUK VII. — *Bepaling tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 december 2003 tot vaststelling van de weddeschalen van het administratief, gespecialiseerd, meesters-, vak- en dienstpersoneel van de universiteiten en de universitaire faculteit van de Franse Gemeenschap (bekrachtigd door het decreet van 13 december 2012)*

**Art. 50.** In artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 december 2003 tot vaststelling van de weddeschalen van het administratief, gespecialiseerd, meesters-, vak- en dienstpersoneel van de universiteiten en de universitaire faculteit van de Franse Gemeenschap (bekrachtigd door het decreet van 13 december 2012), zoals gewijzigd, in punt 4. Categorie van het gespecialiseerd personeel, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 1 wordt de lijn « Architect na vier jaar » opgeheven ;

2° in punt 11 wordt de lijn « Industrieel ingenieur na vier jaar » opgeheven.

HOOFDSTUK VIII. — *Wijziging van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van de overdracht van het hoger architectuuronderwijs naar de universiteit*

**Art. 51.** Artikel 69 van het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van de overdracht van het hoger architectuuronderwijs naar de universiteit, wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt : « Dezelfde afwijking als deze bedoeld in het vorige lid kan toegekend worden door de bevoegde organen van de universiteiten aan de personeelsleden bedoeld in artikel 64 die, op de datum van hun overdracht, vast benoemd waren of aangeworven waren in tijdelijk verband en die niet houder zijn van een diploma van doctor met proefschrift. »

TITEL III. — *Bepalingen gemeen aan het niet-universitair hoger onderwijs en aan het universitair hoger onderwijs*HOOFDSTUK I. — *Bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldiging van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs*

**Art. 52.** In artikel 16, § 1, van het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldiging van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° a) wordt aangevuld als volgt : « • in een instelling voor hoger kunstonderwijs van de Europese Unie, dat deze instelling al dan niet geïntegreerd wordt in de universitaire structuur op voorwaarde dat het tot het onderwijzend personeel behoorde. »

2° in m), wordt een punt 3 ingevoegd: « 3° als onderdaan van een lidstaat van de Europese Unie, in een dienst van een instelling van de Europese Unie als houder van een bezoldigd ambt met volledige prestaties ».

**Art. 53.** In artikel 17, § 1 van hetzelfde besluit worden de woorden « of artistieke » ingevoegd tussen de woorden « of praktische, » en de woorden « hetzij in het technisch en landbouwonderwijs ».

HOOFDSTUK II. — *Wijziging van het decreet van 7 november 1983 tot regeling, voor de Franse Gemeenschap, van de toekenning van de studietoelagen en de studieleeningen, gecoördineerd op 7 november 1983*

**Art. 54.** Artikel 15 van het decreet van 7 november 1983 tot regeling, voor de Franse Gemeenschap, van de toekenning van de studietoelagen, gecoördineerd op 7 november 1983 wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt :

« Wanneer een klacht ingediend wordt tegen een beslissing bedoeld in het eerste lid bij de ombudsman die gemeen is aan de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, binnen de verjaringstermijn bedoeld in het tweede lid, wordt deze termijn geschorst voor de verantwoordelijke van deze klacht.

Het resterende gedeelte van deze termijn begint op het ogenblik dat de eiser op de hoogte wordt gebracht van de beslissing om zijn klacht niet te behandelen of af te wijzen, of aan het einde van een termijn van één maand vanaf de indiening van de klacht, als de beslissing niet eerder genomen wordt. »

**Art. 55.** Artikel 16 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt en wordt ingevoegd tussen het zesde en zevende lid : « Twee plaatsvervangers zullen voor het lid opgenomen in 1° hierboven aangesteld worden. ».

HOOFDSTUK III. — *Wijziging van het decreet van 16 juni 2006 tot regeling van het aantal studenten in sommige cursussen van de eerste cyclus van het hoger onderwijs*

**Art. 56.** Artikel 5, tweede lid, van het decreet van 16 juni 2006 tot regeling van het aantal studenten in sommige studieprogramma's van de eerste cyclus van het hoger onderwijs, zoals gewijzigd bij het decreet van 29 maart 2017, wordt aangevuld als volgt : « Wat betreft de studieprogramma's bedoeld in artikel 3, 4° en 5°, is de inschrijving voor het ingangs- en toelatingsexamen bedoeld in artikel 1 van het decreet van 29 maart 2017 betreffende de studie geneeskunde en de studie tandheelkunde, een aanvraag om inschrijving voor het studieprogramma in de zin van dit decreet".

HOOFDSTUK IV. — *Wijziging van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies*

**Art. 57.** In artikel 53, tweede lid, 3°, van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, worden tussen de woorden « van het inclusief hoger onderwijs » en « alsook » de woorden « voor de studenten met een handicap » ingevoegd.

HOOFDSTUK V. — *Wijzigingen van het decreet van 30 januari 2014 betreffende het inclusief hoger onderwijs*

**Art. 58.** In het opschrift van het decreet van 30 januari 2014 betreffende het inclusief hoger onderwijs worden de woorden « voor de studenten met een handicap » ingevoegd na het woord « inclusief ».

**Art. 59.** In artikel 1, van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) 3° wordt vervangen als volgt : « 3° « de student met een handicap » : student met langdurige fysieke, mentale, verstandelijke of zintuiglijke beperkingen die hen in wisselwerking met diverse drempels kunnen beletten volledig, daadwerkelijk en op voet van gelijkheid met anderen te participeren in het hoger onderwijs » ;

b) 4° wordt vervangen als volgt : « 4° « inclusief onderwijs voor studenten met een handicap » : het onderwijs dat stelsels ontwikkelt met als doel de afschaffing of de vermindering van de materiële, pedagogische, culturele, sociale en psychologische hindernissen waarmee de studenten met een handicap geconfronteerd worden bij de toegang tot de studies, tijdens de studies in het kader van hun leeractiviteiten en bij de evaluaties die verbonden zijn » ;

c) er wordt een 4°/1 ingevoegd, luidend als volgt : « 4°/1 « de begunstigde student » : de student met een handicap die, ten gevolge van een aanvraag om erkenning aanvaard door de instelling voor hoger onderwijs, een aanvraag inzake de inrichting indienen bij de opvang- en begeleidingsdienst van deze instelling ».

**Art. 60.** Artikel 2 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt:

« Art 2. – Onverminderd de bestaande bepalingen heeft dit decreet ten doel :

a) de ontwikkeling van een inclusief onderwijs aan te moedigen voor studenten met een handicap in de instellingen voor hoger onderwijs.

b) de ontwikkeling van maatregelen en hulpmiddelen te voorzien om aan de aanvraag van de begunstigde studenten te beantwoorden door materiële en pedagogische redelijke aanpassingen te organiseren om de moeilijkheden tegen te komen die voortvloeien uit hun toestand en waarmee de studenten geconfronteerd worden in hun studentenleven ».

**Art. 61.** In artikel 3 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid worden de woorden « voor de studenten met een handicap » ingevoegd na het woord « inclusief » ;

b) in het derde lid worden de woorden « de mogelijkheid tot redelijke aanpassingen » vervangen door de woorden « het recht op redelijke aanpassingen ».

2° in § 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid worden de woorden « in artikel 14 » vervangen door de woorden « in artikel 15 ».

b) het tweede lid wordt opgeheven.

**Art. 62.** In artikel 4 van hetzelfde decreet worden de woorden « die nodig zijn voor hun toestand » opgeheven.

**Art. 63.** In artikel 5, eerste en tweede lid van hetzelfde decreet worden de woorden « voor de studenten met een handicap » telkens ingevoegd na het woord « inclusief ».

**Art. 64.** In artikel 6 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden « dient een aanvraag in » vervangen door de woorden « formuleert een aanvraag om erkenning van een handicap » ;

2° in het eerste lid worden de woorden « (CIHO) » ingevoegd tussen de woorden « inclusief » en de woorden « bedoeld in artikel 23 » ;

3° in het tweede lid worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in 2° worden de woorden « bij de aanvraag » vervangen door de woorden « bij de eerste aanvraag in een instelling voor hoger onderwijs » ;

b) het tweede lid wordt aangevuld met een 3°, luidend als volgt : « 3° ter informatie, de redelijke aanpassingen die de aanvrager tijdens zijn secundaire studies genoten zou hebben. »

4° het derde lid wordt vervangen als volgt : « Bij verandering van een instelling voor hoger onderwijs tijdens het academiejaar blijven de documenten bedoeld in het vorige lid geldig en worden ze bezorgd aan de nieuwe instelling voor hoger onderwijs op haar aanvraag na de toestemming van de student.

Bij wijziging van de handicap van de student in de loop van de tijd kan een nieuwe evaluatie van de handicap van de student door de opvang- en begeleidingsdienst aangevraagd worden. » ;

5° het vierde lid wordt opgeheven;

6° het vijfde lid wordt opgeheven.

**Art. 65.** Artikel 7 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art.7.- De aanvraag om erkenning van de handicap wordt door de opvang- en begeleidingsdienst voorgelegd voor beslissing aan de academische overheden overeenkomstig artikel 9.



Bij ongunstige beslissing van de academische overheden kan de student alle rechtsmiddelen uitputten die intern zijn aan de instelling alvorens een beroep in te dienen bij de CIHO overeenkomstig hoofdstuk VII van dit decreet ».

**Art. 66.** In artikel 12, eerste lid van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « l'Agence wallonne pour l'Intégration de la Personne handicapée (AWIPH) » worden vervangen door de woorden « l'Agence pour une Vie de Qualité (AViQ) » ;

2° de woorden « met een handicap en/of met specifieke behoeften » worden vervangen door de woorden « met een handicap ».

**Art. 67.** Artikel 14 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 14.- De analyse van de behoeften (materiële, pedagogische, medische en psychologische) van de begunstigde student wordt uitgevoerd door de opvang- en begeleidingsdienst in samenwerking met deze student en de betrokken actoren. ».

**Art. 68.** Artikel 15 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 15.- Bij erkenning van de handicap door de instelling voor hoger onderwijs overeenkomstig artikel 6, eerste lid, beslist deze laatste over de organisatie van redelijke aanpassingen.

Een geïndividualiseerd begeleidingsplan wordt opgesteld ten laatste binnen de twee maanden na de aanvaarding van de aanvraag, op basis van de analyse van de behoeften die krachtens het vorige artikel uitgevoerd wordt.

Het geïndividualiseerd begeleidingsplan is voorzien voor een academiejaar en is hernieuwbaar voor elk studiejaar van de begunstigde student.

Het geïndividualiseerd begeleidingsplan wordt ondertekend door de begunstigde student indien hij meerjarig is, zijn ouders of de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent, indien hij minderjarig is, de opvang- en begeleidingsdienst en de academische overheden of hun afgevaardigde(en). Als de student of zijn vertegenwoordiger het bovenvermelde plan niet ondertekent, zullen de voorziene aanpassingen niet georganiseerd worden. ».

**Art. 69.** In artikel 16 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid worden de woorden « op initiatief van de opvang- en begeleidingsdienst » opgeheven.

2° het vierde lid wordt opgeheven.

**Art. 70.** In artikel 17 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt opgeheven ;

2° het derde lid wordt opgeheven.

**Art. 71.** Artikel 18 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 18.-De Regering bepaalt, na advies van de CIHO, het model en de rubrieken van het geïndividualiseerd begeleidingsplan.

Het geïndividualiseerd begeleidingsplan bevat ten minste :

1° het studieproject of het jaarlijkse programma van de student ;

2° de nadere regels voor de begeleiding en de redelijke aanpassingen voorzien op het gebied van de materiële, pedagogische, medische en psychologische aspecten;

3° de keuze van het begeleidingspersoneel;

4° de mogelijke aanstelling van één of meer studenten-begeleiders;

5° in voorkomend geval zal de overeenkomst van de student-begeleider bedoeld in artikel 11, derde lid, na ondertekening, bij het geïndividualiseerd begeleidingsplan gevoegd worden;

6° de toestemming van de begunstigde student of voor de minderjarige student, deze van de ouders of de persoon die verantwoordelijk is voor de minderjarige.

Het geïndividualiseerd begeleidingsplan zal in het dossier van de student behouden worden. Een afschrift wordt aan de begunstigde student bezorgd.

Geen enkele vertrouwelijke gegevens betreffende de student mogen in het dossier van de student en in het geïndividualiseerd begeleidingsplan zonder de toestemming van de student bezorgd worden. ».

**Art. 72.** Het opschrift van hoofdstuk IV van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt : « Informatie-, sensibiliserings- en opleidingsacties ».

**Art. 73.** In hoofdstuk IV wordt het opschrift van de afdeling I « Informatie- en sensibiliseringsacties » en van de afdeling II « Opleidingen » opgeheven.

**Art. 74.** In artikel 19 van hetzelfde decreet worden de woorden « De informatie- en sensibiliseringsacties » vervangen door de woorden « Informatie-, sensibiliserings- en opleidingsacties ».

**Art. 75.** Artikel 20 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

**Art. 76.** Artikel 22 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 22.- De opvang- en begeleidingsdienst licht de CIHO in over de informatie- en sensibiliseringsacties bedoeld in artikel 19 en deelt het programma van de opleidingen bedoeld in de artikelen 19 en 21 mee ».

**Art. 77.** In artikel 24 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in 3° worden de woorden « de Administrateur-generaal van Infrastructuur » vervangen door de woorden « de directeur-generaal van infrastructuur » ;

b) in 4° worden de woorden « met een handicap en/of aan specifieke behoeften » vervangen door de woorden « met een handicap » ;

c) in 5° worden de woorden « Agence wallonne pour l'Intégration de la Personne handicapée » vervangen door de woorden « l'Agence pour une Vie de Qualité » ;

d) in 8° worden de woorden « de psychologische, medische, paramedische en sociale vakken » vervangen door de woorden « medische, paramedische, sociale en psychologische vlakken » ;

e) in 9° worden de woorden « een vertegenwoordiger » vervangen door de woorden « twee vertegenwoordigers » ;

2° in het derde lid worden de woorden in de Franse tekst « aux 5 et 6 » vervangen door de woorden « aux 5° et 6° » ;

3° in het vierde lid wordt het woord « Commissie » vervangen door het woord « CIHO ».

**Art. 78.** In artikel 25, van hetzelfde decreet wordt het tweede lid aangevuld als volgt « , met uitzondering van de leden bedoeld in artikel 24, eerste lid, 9° voor wie het mandaat één jaar duurt en hernieuwbaar is ».

**Art. 79.** Artikel 26 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden « Commissie voor inclusief hoger onderwijs » worden vervangen door het woord « CIHO » ;

b) 6° wordt vervangen als volgt : « 6° een inventaris op te maken van de informatie- en sensibiliseringsacties en van de opleidingsprogramma's bedoeld in de artikelen 19 en 21 en de verdeling ervan aan te moedigen ;

c) 7° wordt opgeheven ;

d) in 9° worden de woorden « in de artikelen 7 en 17 » vervangen door de woorden « in hoofdstuk VII van dit decreet » ;

e) in 10° worden de woorden « de uurregelingen » vervangen door de woorden « de jaarlijkse programma's van de student » ;

f) 12° wordt opgeheven.

**Art. 80.** Artikel 27, tweede lid, van hetzelfde decreet wordt aangevuld als volgt « , met uitzondering van de leden bedoeld in artikel 24, eerste lid, 9° voor wie het mandaat één jaar duurt en hernieuwbaar is ».

**Art. 81.** In artikel 30, van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden « Kamer van het inclusief hoger onderwijs » worden vervangen door het woord « ChESI » ;

b) in 2° worden de woorden « Commissie voor inclusief hoger onderwijs » vervangen door het woord « CIHO » ;

c) 3° wordt opgeheven.

**Art. 82.** In hetzelfde decreet wordt na artikel 31 een hoofdstuk VII ingevoegd, luidend als volgt « Hoofdstuk VII De rechtsmiddelen ».

**Art. 83.** In hoofdstuk VII ingevoegd bij artikel 81, wordt een artikel 31/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 31/1. Bij een ongunstige beslissing van de hogere instelling betreffende de aanvragen bedoeld in de artikelen 6, eerste lid, 15, eerste lid, 16, derde lid en 17 van dit decreet, kan de student, indien hij meerderjarig is, zijn ouders of de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent, indien hij minderjarig is, alle rechtsmiddelen uitputten die intern zijn aan de instelling voor hoger onderwijs. De beslissing van het interne beroep wordt aan de student meegedeeld volgens de nadere regels voorzien in het algemeen studiereglement en ten laatste binnen de 15 werkdagen na de dag waarop het interne beroep ingediend wordt.

Ten gevolge van het interne beroep, bij een ongunstige beslissing, kan de student, indien hij meerderjarig is, zijn ouders of de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent, indien hij minderjarig is, een beroep indienen bij de CIHO volgens de nadere regels bepaald door de Regering op advies van CIHO.

Het advies van de CIHO bedoeld in het vorige lid moet aan de Regering binnen de 30 dagen meegedeeld worden na de aanvraag om advies geformuleerd door de Regering. Bij gebreke daarvan wordt de CIHO geacht als geen advies te hebben verleend.

De student, indien hij meerderjarig is, zijn ouders of de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent, indien hij minderjarig is, kan dit beroep per aangetekende brief of langs elektronische post binnen de 5 werkdagen bij de CIHO ingediend worden na de mededeling van de weigering geformuleerd door de instelling voor hoger onderwijs ten gevolge van een intern rechtsmiddel. Vanaf de datum van ontvangst van dit beroep heeft de CIHO 15 werkdagen om een beslissing te nemen en deze te bezorgen per aangetekende brief of langs elektronische post.

Het bestaan van een beroepsrecht en de nadere regels ervan moeten in de beslissing opgenomen worden. »

**Art. 84.** In hetzelfde hoofdstuk wordt een artikel 31/2 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 31/2. Wanneer een beroep bij de CIHO ingediend wordt om de definitieve beslissing te betwisten van de instelling betreffende de organisatie van redelijke aanpassingen, zoals bedoeld in artikel 15, eerste lid, van het decreet, beperkt de CIHO zich tot de controle van de overeenstemming van de procedure en het gepaste karakter van de formele motivering van de beslissing en maakt ze de beslissing ongeldig indien elementen die de aanvraag gunstig hadden kunnen beïnvloeden niet in aanmerking werden genomen bij dit interne beroep. ».

**Art. 85.** Vóór artikel 32 van hetzelfde decreet wordt een hoofdstuk VIII ingevoegd, luidend als volgt : « Hoofdstuk VIII Slot-, overgangs- en opheffingsbepalingen ».

HOOFDSTUK VI. — *Wijziging van het decreet van 29 maart 2017 betreffende de studie geneeskunde en de studie tandheelkunde*

**Art. 86.** In artikel 2, § 2 van het decreet van 29 maart 2017 betreffende de studie geneeskunde en de studie tandheelkunde, worden, na het woord « inclusief » de woorden « voor de studenten met een handicap » ingevoegd.

#### TITEL IV. — *Slotbepalingen*

**Art. 87.** Dit decreet treedt in werking vanaf het academiejaar 2018-2019 met uitzondering van artikel 56 dat uitwerking heeft met ingang van 1 juli 2018 en de artikelen 11, 14 en 17 die vanaf het academiejaar 2019-2020 in werking treden.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 7 februari 2019.

De Minister-President en Minister belast met Gelijke kansen en Vrouwenrechten,  
R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Cultuur en Kind,  
A. GREOLI

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Onderzoek en Media,  
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel,  
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,  
R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,  
M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,  
A. FLAHAUT

—  
Nota

*Zitting 2018-2019*

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 728-1. Commissieamendementen, nr. 728-2.- Commissieverslag nr. 728-3. – Tekst aangenomen tijdens de commissie, nr. 728-4 – Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 728-5.

Integraal verslag.- Bespreking en aanneming.- Vergadering van 6 februari 2019.

### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2019/40588]

#### 7 FEVRIER 2019. — Décret spécial portant création de l'organisme public chargé de la fonction de Pouvoir organisateur de l'Enseignement organisé par la Communauté française

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

#### TITRE I<sup>er</sup>. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent décret spécial, il faut entendre par :

1° « enseignement organisé par la Communauté » : tout l'enseignement organisé par la Communauté française, excepté l'enseignement universitaire, l'enseignement à distance et les centres de dépaysement et de plein air ;

2° « zone » : division organisationnelle de WBE organisée sur une base territoriale ;

3° « loi du 29 mai 1959 » : loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement ;

4° « décret transparence » : décret du 9 janvier 2003 relatif à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes publics, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française ;

5° « établissement » : institution d'enseignement organisé par la Communauté y compris les centres psycho-médico-sociaux.

L'emploi dans le présent décret spécial des noms masculins pour les différents titres et fonctions est épicène en vue d'assurer la lisibilité du texte nonobstant les dispositions du décret du 21 juin 1993 relatif à la féminisation des noms de métier.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Il est créé, auprès du Gouvernement, un organisme public doté de la personnalité juridique, sous la dénomination « Wallonie Bruxelles Enseignement », ci-après en abrégé « WBE ».

WBE est l'organisme public autonome auquel la Communauté française délègue, en tant que pouvoir organisateur de l'enseignement, les compétences visées au présent décret, conformément à l'article 24, § 2, de la Constitution.

Il exerce ses compétences dans le respect des décrets qui lui sont applicables en sa qualité de pouvoir organisateur, notamment celles qui, dans les lois, décrets et règlements adoptés avant l'entrée en vigueur du présent décret et qui n'auraient pas été adaptés en tenant compte du présent décret, sont attribuées au Gouvernement, au ministre compétent ou aux agents des services du Gouvernement au titre des compétences de pouvoir organisateur.

Il possède toutes les prérogatives et attributions d'un pouvoir organisateur, nécessaires ou utiles à l'exercice de ses missions. Il peut notamment constituer d'autres personnes morales ou prendre des participations en capital si elles sont utiles à l'exercice de ses missions de pouvoir organisateur.